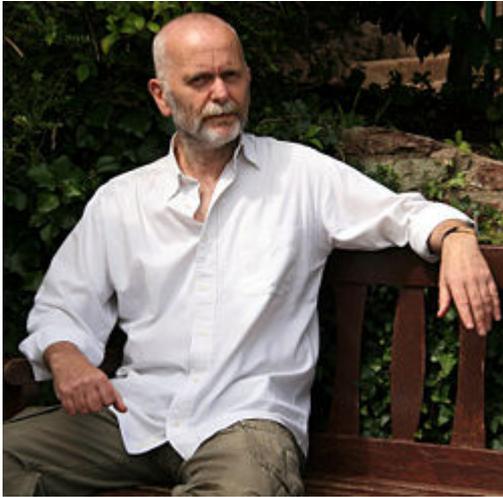


Assises remigration : discours de Renaud Camus



Mesdames et Messieurs, mes Chers Amis,

Vos dernières Assises m'ont mené à la Correctionnelle, j'en suis à présent à la Cour d'appel.

J'espère que celles-ci me vaudront un peu moins d'embêtements, mais rien ne l'assure, car mon discours n'a pas beaucoup changé.

Or, mon discours, c'est précisément ce que le pouvoir ne veut pas entendre.

Quand je dis le pouvoir, je ne pense pas spécialement au gouvernement, quoiqu'il en soit l'un des rouages, bien entendu, mais un peu subalterne.

Je pense à ce que j'appelle le pouvoir remplaciste, celui qui désire et qui promeut le Grand Remplacement, le changement de peuple, la substitution ethnique et culturelle, civilisationnelle.

Ce pouvoir remplaciste peut également être désigné, sur le mode soviétique, comme le complexe médiatico-politique, industrialo-intellectuel, fort qu'il est de ses journalistes-juges, de ses juges-censeurs, de ses censeurs-éditeurs, de ses

éditeurs-industriels, de ses industriels-patrons de presse, de ses intellectuels organiques, de ses officines de contrôle et de ses sociologues de cour.

Ce qu'il désire, ce pouvoir, c'est que surtout ne soit pas nommé ce qui arrive, qu'il n'en soit jamais question, qu'il soit question de tout sauf de cela : à savoir le changement de peuple, la substitution ethnique et culturelle, la transsubstantiation sans gloire, piteuse et subreptice, de moins en moins subreptice mais de plus en plus piteuse, de la patrie.

J'ai appelé c'est-vrai-qu'isme cette étrange manie qui s'est emparée des Français voilà un quart de siècle et davantage, et qui consiste, vous l'aurez remarqué, à commencer une phrase sur deux par c'est-vrai-que... : c'est vrai que ceci, c'est vrai que cela, mais c'est vrai aussi que ceci et cela.

Notre société, notre époque, pourront passer à la postérité comme l'ère c'est-vrai-qu'iste, le temps du style c'est-vrai-qu'iste, l'étrange période où tout un peuple a cru devoir affirmer, à l'orée de chacune de ses phrases, que ce qu'il allait dire était vrai.

Et pourquoi faut-il affirmer que ce que l'on va dire est vrai, sinon parce que tout est faux, parce que l'on baigne dans le faux ?

De même que le redoublement systématique du sujet, si cher à notre président de la République (La France, elle estime que... Le gouvernement, il fera en sorte que...), montre bien l'impuissance dudit sujet à rien entreprendre par lui-même, son incapacité à être l'acteur agissant, actant, de sa propre existence, de même la manie c'est-vrai-qu'iste étale au grand jour de la parole le bain amniotique du mensonge, fût-il par omission, et certes par répression.

Avant, il avait suffi d'énoncer quelque chose pour que celui qui parlait, au moins, soit censé poser comme véridique ce

qu'il affirmait.

Mais depuis quarante ans cela ne suffit plus, il fait constamment faire parade de la vérité comme on ajoute des zéros sur les billets de banque lorsqu'une monnaie ne vaut plus rien.

Or la monnaie qui ne vaut plus rien tant elle est bafouée, étouffée, écrasée, réprimée, condamnée, traînée dans la boue, sociologisée, statistifiée, c'est la vérité.

Nous sommes entrés dans l'ère du faux, le temps du réel inversé, ce que je me suis permis de nommer le faussel, le faux réel, le réel faux.

Paradoxalement, et très habilement, ce qui sert à maintenir la vérité au fond de son puits, et à lui donner de grands coups de pieds et de battes de base-ball quand elle essaie d'en sortir, ce sont les chiffres.

Je pense bien sûr aux statistiques, et à la sociologie en général, dont j'aime à dire qu'elle aura été au pouvoir remplaciste ce que la biologie lyssenkiste avait été au pouvoir stalinien : son âme damnée.

C'est la sociologie, ce sont les statistiques, ce sont les chiffres qui se sont chargés de persuader les malheureux Français abusés, hébétés par elles et par le bourrage de crâne quotidien, qu'à l'école le niveau montait, que la culture se répandait dans les masses, qu'il n'y avait aucune surdélinquance des immigrés, que d'ailleurs il y avait de moins en moins d'immigrés, que l'immigration diminuait, que jamais il n'y avait eu si peu d'étrangers dans notre pays : bref que le système éducatif ne s'effondrait pas du tout, que la Grande Déculturation n'avait pas lieu, que le Grand Remplacement était un fantôme.

Que le Grand Remplacement soit un fantôme, et même une théorie du complot, un mythe, en somme, une légende urbaine,

un hoax, comme on dit de nos jours, voire un hoax d'extrême droite – mais, à ce compte-là, c'est la réalité elle-même qui est un hoax d'extrême-droite –, que le Grand Remplacement soit un fantasme, donc, c'est ce que j'ai eu le chagrin d'entendre ces jours-ci dans les bouches les plus autorisées d'un grand parti dont on aurait pu penser, pourtant, qu'il serait le moins tenté d'en remettre en cause la triste vérité.

Il semblerait que le Front national, pour ne pas le nommer, ou du moins sa direction actuelle, ne veuille pas entendre parler du Grand Remplacement – c'est dire s'il y a la moindre chance pour qu'il adopte officiellement le thème et l'objectif de la Remigration.

Je ne peux pas croire qu'il se prépare à rejoindre l'alliance qu'il a tant dénoncée des deux grands partis remplacistes, le parti remplaciste de gauche, socialiste, et le parti remplaciste de droite, gaullo-libéral, juppéo-sarkozyste, lemaïro-fillonien.

Je ne peux pas croire qu'il se prépare à faire comme l'Église catholique, qui, ayant reçu en partage la promesse d'éternité, et ne se souciant pas de s'embarrasser dans ce cheminement d'entités aussi périssables et compromises que les nations, paraît prête à abandonner sans état d'âme sa fille aînée, la France, et semble considérer que des fidèles sont des fidèles, toujours bons à prendre et toujours bons à perdre, d'ailleurs, d'où qu'ils viennent et où qu'ils se trouvent – et si ce ne sont pas des Corréziens ce seront des Coréens, quelle importance aux yeux du Seigneur ? En effet...

Je ne peux pas croire, malgré les indices qui se multiplient, ces temps-ci – mais espérons qu'ils s'agit seulement d'une phase provisoire, à dépasser –, je ne peux pas croire que le Front national ne voie plus dans les Français un peuple mais seulement des électeurs, et prenne acte tranquillement, en somme, de ce Grand Remplacement qu'il ne veut pas nommer mais qu'il considérerait néanmoins comme une chose acquise,

irréversible, et sur laquelle il n'y aurait plus à revenir, y compris dans ses propres rangs.

Je ne peux pas le croire, non, je ne veux pas le croire, j'espère que c'est une mauvaise farce, mais envisageons-le tout de même puisqu'il le faut bien, et voyons ce qu'il en résulterait sur le plan politique et même historique : car les enjeux sont si graves, si fondamentaux, que c'est devant l'histoire que nous agissons, que nous écrivons, que nous parlons, que nous tweetons et tâchons d'influer, chacun à notre place, dans la mesure de nos moyens, sur le cours des choses, ou contre lui.

Et c'est d'autant plus devant l'histoire que nous nous interrogeons ici, qu'il ne s'agit de rien de moins que de savoir si nous allons continuer à lui appartenir, justement, à l'histoire.

Je le dis et le répète depuis des années : le Grand Remplacement est la crise la plus grave qu'ait connue la France depuis quinze siècles : car si la substitution ethnique et civilisationnelle en cours va jusqu'à son terme prévisible, si la remigration qui y est la seule réplique possible n'a pas lieu, l'histoire continuera peut-être, mais ce ne sera plus la nôtre.

Ce sera celle d'un autre peuple, et partant d'une autre nation, qui sera à la France de Clovis, de Racine, de Manet, de Paul-Jean Toulet ou de Jean Moulin ce que l'Égypte du général Sissi est à celle de Ramsès II et d'Aménophis IV, ou, mieux encore, pis encore, ce que la Turquie de M. Erdogan est à l'Empire byzantin de Justinien, de Théodose ou des Paléologue.

La conséquence de cet état de fait, de ce tremblement de terre de l'appartenance, de cette révolution de la citoyenneté, c'est que les questions identitaires : qu'est-ce qu'être français ? qu'est-ce qu'être européen ? qu'est-ce que l'Europe

? qu'est-ce qu'un peuple ? qu'est-ce que le sens des mots ? qu'est-ce le sens ? – est-ce une réalité charnelle inscrite dans le temps, dans la longue durée, dans les lignées, dans la verticalité, dans l'origine et l'origine de l'origine, dans l'étymologie, dans l'amour des mots et dans l'amour tout court, ou bien est-ce une convention pure, un traité, un protocole d'accord, un coup de tampon ? – la conséquence c'est que les questions identitaires vont devenir la ligne de partage capitale, celle qui déterminera les regroupements et les partis, si le mot n'est pas très insuffisant, comme je pense.

C'est autour de la question de l'identité, c'est-à-dire du Grand Remplacement et de son contraire, de son complément indispensable, la remigration, que pour ma part et à vos côtés j'appelle de toute mon énergie à la constitution d'une force, qui pourrait très bien être un parti, une confédération de partis ou bien transcender tous les partis, unie qu'elle serait autour d'un grand refus, d'abord, puis d'une volonté agissante.

On m'interroge sur les modalités de la remigration et l'on trouve généralement que sur ce point je suis un peu court, comme sur les causes du changement de peuple.

C'est que je pense à tout un arsenal qu'il n'est pas facile, qu'il n'est peut-être pas opportun, et qu'en tout cas il n'est pas urgent de détailler dès à présent – j'en laisse le soin à mes amis identitaires, qui ont la tête plus pratique que la mienne et qui sont si précis sur les voies et moyens qu'on se dispute de toute part, à ce que je vois, leurs compétences.

Cependant, quand je dis arsenal, rassurez-vous, je pense à un arsenal de mesures juridiques.

Il faudra changer les lois, et d'abord trancher le nœud gordien de dispositions, de lois, de conventions et de traités qui rendent l'Europe ville ouverte face à la colonisation dont

elle est l'objet.

Il ne s'agit pas de sortir de l'Europe, comme je l'entends dire tous les jours – nous en sommes déjà bien assez expulsés comme cela.

Il s'agit au contraire, pour ses peuples unis et pour nous, de la conquérir et de la reconquérir, d'y récupérer le pouvoir à seule fin de la libérer, en écartant les Amis du Désastre et les complices actifs ou passifs, conscients ou inconscients, de la colonisation en cours.

Il ne s'agit pas d'abandonner l'euro, qui est au contraire l'unique élément de puissance, une monnaie forte, que certains États européens soient arrivés à se constituer – on voit d'ailleurs clairement, d'ores et déjà, à quels petits arrangements de facilité, à commencer par les dévaluations en cascade, prêterait l'abandon de cette monnaie unique par une France incapable de rigueur et de grandeur, inapte à tenir ses engagements, prolétaire parmi les Nations, sudifiée sinon tiers-mondialisée, précisément comme elle l'est par la conquête actuelle.

L'Europe décolonisée que nous appelons de nos vœux ne le serait d'ailleurs pas uniquement de ceux qui la conquièrent par la masse, par la démographie, par la présence physique envahissante, par la substitution ethnique et civilisationnelle.

Elle serait décolonisée aussi, elle doit l'être, de ceux qui la colonisent par l'argent, par la finance, par la marchandisation générale, par la manipulation publicitaire et intéressée des désirs, par les dites "industries culturelles", cette aporie : bref par toutes les composantes de la fabrication industrielle de l'homme remplaçable, désaffilié, désoriginé, déculturé, interchangeable et délocalisable à merci.

C'est d'abord par sa propre faiblesse que l'Europe est

colonisée, par sa lâcheté il faut bien l'admettre, par ses renonciations, par son désir épuisé de sortir de l'histoire, de tomber du temps, c'est-à-dire d'abdiquer la puissance, de s'en remettre à d'autres de son propre destin.

Je l'ai dit et écrit cent fois. L'Europe, à force d'avoir été opérée et réopérée du cancer hitlérien, et de l'être encore tous les jours, par le moindre chirurgien de rencontre et par n'importe quel charlatan politico-médiatique, sans parler des vigilantes associations subventionnées, s'est vue dépouillée tour à tour de presque tous les organes vitaux indispensables à sa survie – c'est ce que j'ai nommé, cette réduction à l'inqualifiable, à l'insignifiant, au néant militant et content de lui, la deuxième carrière d'Adolphe Hitler, presque aussi désastreuse que la première, un peu moins criminelle, sans doute, mais de plus grande conséquence historique encore s'il est possible.

Le remigration n'a de sens, et d'abord de chance d'intervenir, que si l'Europe est rendue au sens, justement, et d'abord au sens de l'histoire, à l'histoire.

La remigration n'a de sens que si l'Europe est rendue à la puissance, au statut de puissance : avec des frontières à défendre ; avec ses propres moyens de défense ; avec une armée, dont l'armée française devrait être le creuset alors que nous la voyons chaque jour criminellement démantelée sous nos yeux ; avec une diplomatie bien sûr ; et surtout avec une volonté, une volonté pacifique mais toute animée, tendue, par le dessein résolu de perdurer dans l'affirmation et dans l'être.

La remigration n'a de sens que si l'Europe est rendue à la conscience d'elle-même, à la culture, à la civilisation, à la spiritualité, à l'âme – à ce que l'on n'a plus le droit, paraît-il, mais quel droit a-t-on encore, en régime de dictature remplaciste ? –, d'appeler son génie.

Je n'ai jamais partagé, et pour cause, le point de vue de tous ceux qui croient naïvement que le Grand Remplacement est une opération toute mécanique, un vulgaire problème de vases communicants et de gestion des fluides, et qu'il suffit (si je puis dire), pour contrer la substitution démographique, d'imiter les taux de natalité débridés des Africains et de faire autant d'enfants qu'eux.

Il ne s'agit pas pour les Européens de faire autant d'enfants que les Africains, il s'agit de cesser de les encourager à venir faire les leurs et à les élever, ou à les faire élever (mal, très mal), en Europe ; et de les inviter, au contraire, à les faire ou à retourner les faire en Afrique.

À vrai dire, si je devais livrer le fond de ma pensée (ce qu'à Dieu ne plaise), et si je ne craignais pas d'être accusé de me mêler une fois de plus de ce qui ne me regarde pas, je dirais qu'ils seraient bien inspirés, les Africains, de se modérer un peu sur ce point, même et surtout en Afrique.

Ma conviction en effet est que la terre, la nature, la planète et les autres espèces n'en peuvent plus de l'homme, de sa prolifération en chiendent ; et que toutes les politiques écologiques sont parfaitement vaines qui s'accommodent d'une croissance démographique infinie, et d'ailleurs de n'importe quelle croissance qui soit infinie, sauf celle de la connaissance – laquelle, il faut le reconnaître, ne menace guère.

Je crois avec les vieilles sagesse indoues qu'il y a d'âme une quantité constante, en suspension dans l'air, et que plus il y a d'humains – au-delà du moins d'un certain seuil, qui d'évidence a été franchi depuis longtemps –, moins il y a d'âme pour chacun d'eux.

J'ai souvent dit que le Grand Remplacement se présentait en termes de combat pour le territoire – la nocence, la nuisance petite et grande, la violence, la délinquance, l'art et la

manière de rendre insupportable le vie des autres, étant les instruments quasiment militaires de cette guerre de conquête territoriale.

C'était même le thème de mon intervention à vos précédentes assises, celle qui me vaut les foudres de la justice : "La nocence, instrument du Grand Remplacement".

Mais ce combat pour le territoire ne se déroule pas seulement entre les indigènes et leurs conquérants, entre les remplacés et leurs remplaçants, entre les colonisés et les colonisateurs.

Il a pour protagonistes aussi la campagne et la ville, ou plutôt le vide et le plein, la nature et l'artificialisation, la culture et la barbarie, l'herbe et le béton, le silence et la sonorisation forcée, l'espace libre et le devenir-banlieue du monde : je veux dire l'extension indéfinie de la banlieue, la banlocalisation ou banleugalisation universelle, celle du sol et celle des esprits.

Le combat pour le territoire, c'est aussi un combat pour l'absence, pour le silence, pour la liberté de n'être pas là, pour le droit au retrait, pour la solitude, cette plus précieuse des inventions de la civilisation : c'est-à-dire pour la liberté tout court, et pour la dignité d'habiter la terre.

La puissance à venir ne sera pas dans le nombre, mais dans son contraire, qui est peut-être l'intelligence, la volonté, l'identité.

Voyez Israël résistant seul à la marée d'ennemis qui ont juré sa perte.

Si l'hébreu a ressuscité d'entre les morts, les identités françaises et européennes peuvent bien faire de même, elles qui ne sont même pas tout à fait mortes, vous en êtes les vivants témoins.

Je l'ai souvent dit, j'ai une conception lazaréenne de la patrie – et tout spécialement de la patrie française, qu'on a vu plusieurs fois revenir de si loin, Jeanne d'Arc et Charles de Gaulle m'en soient ici garants, avec les Soldats de l'an II et ces taxis de la Marne dont on nous explique évidemment, ces jours-ci, avec la dernière insistance, qu'ils sont un mythe, eux aussi.

La remigration est indispensable, car pour revenir à la vie il faut avoir perduré dans l'être et sans l'inversion des flux migratoires, à force de devoir jour après jour baisser les yeux et capituler sur tout, nous sommes expulsés de cela même qui nous constitue.

C'est pourquoi la remigration, si dans l'espace elle doit être celle des conquérants qui s'assument tels, dans l'axe du temps elle doit être la nôtre, vers l'amont et le for de nous-mêmes.

Paraphrasant Corneille il faut dire à notre continent, à notre civilisation, à nos patries et d'abord à la France, en les invitant à la remigration de l'âme :

« Rentre en toi-même, Europe, et cesse de te plaindre ».

Renaud Camus